



Kouzari, producteur de tomates, fait sécher des tomates au soleil, Niger.

PHOTO: CONCERN WORLDWIDE

Comprendre les obstacles à l'accès équitable aux marchés pour les petits exploitants agricoles au Burundi, au Libéria et au Niger

Synthèse du rapport de recherche initial du projet FS4FS

Décembre 2025

1. Présentation du projet

Cette note d'orientation présente une synthèse des résultats issus de la phase 1 du programme de recherche multi-pays sur les systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire (FS4FS) de Concern Worldwide.

FS4FS est un projet de recherche pluriannuel qui examine les obstacles à l'amélioration des conditions économiques et des moyens de subsistance des systèmes alimentaires dans trois pays où Concern Worldwide intervient actuellement : le Burundi, le Libéria et le Niger.

La recherche est axée sur les mécanismes sociaux, économiques et politiques qui sont à l'origine d'une précarité économique persistante et de la marginalisation des acteurs des systèmes alimentaires vivant dans l'extrême pauvreté. À ce jour, la transformation des systèmes alimentaires n'a pas bénéficié aux acteurs marginalisés qui gagnent leur vie au sein de ces systèmes. Dans ce contexte, cette recherche vise à comprendre comment les petits exploitants agricoles et les microentreprises du secteur alimentaire interagissent actuellement avec les marchés agroalimentaires, quel soutien – de la part des organisations non gouvernementales (ONG), des bailleurs de fonds et des décideurs politiques – peut leur permettre de participer plus équitablement aux marchés. Plus précisément, le projet examine les relations entre les acteurs marginalisés et les petites et moyennes entreprises (PME) et identifie des interventions potentielles pour lever les obstacles à l'amélioration des conditions économiques pour ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté au sein des trois pays.

Le programme est un partenariat de recherche financé par Irish Aid entre Concern Worldwide et l'Institute of Development Studies (IDS), Royaume-Uni ; l'Université du Burundi (UoB), Burundi ; le Statistical and Research Services Consortium (SRSC), Libéria ; et le Laboratoire d'Études et de recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL), Niger.

Raisons et approche de l'étude

Les marchés agroalimentaires offrent des opportunités vitales aux personnes marginalisées de s'assurer des moyens de subsistance, même avec un accès limité à la terre et aux ressources financières. La participation aux marchés agroalimentaires des petits exploitants et microentreprises, est un levier important pour permettre aux personnes marginalisées de sortir de la pauvreté persistante et d'améliorer leur sécurité alimentaire. Toutefois, ces acteurs ont souvent des difficultés à participer aux marchés agroalimentaires et aux chaînes de



Rebecca Suah de la communauté de Benson River, au Libéria, dans son jardin potager.

PHOTO: CONCERN WORLDWIDE

valeur, et même lorsqu'ils le font, les modalités de participation les enferment dans un cercle vicieux de faibles rendements économiques, de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Par conséquent, il est nécessaire de mieux comprendre comment les acteurs marginalisés peuvent participer aux marchés agroalimentaires d'une manière qui leur soit bénéfique, et comment les acteurs du développement – à savoir, les gouvernements, les ONG et les donateurs – peuvent faciliter cette participation au marché.

Nos travaux de recherche visent à :

- Produire des données probantes qui relient la participation au marché à des résultats équitables pour les personnes marginalisées au sein des systèmes alimentaires.
- Appuyer Concern Worldwide en identifiant la manière dont ses programmes au Burundi, au Libéria et au Niger peuvent contribuer à soutenir une participation équitable au marché.

Pour ce faire, le projet examine l'interaction entre les PME qui opèrent sur les marchés nationaux et les acteurs marginalisés. Cette étude s'appuie sur des données récentes, qui indiquent que les PME peuvent constituer une passerelle importante permettant aux acteurs marginalisés d'accéder aux marchés nationaux, qui ont tendance à avoir des normes de produits moins strictes que les marchés tournés vers l'exportation. Toutefois, les PME sont elles-mêmes confrontées à des défis pour survivre sur des marchés agroalimentaires compétitifs, ce qui les empêche de travailler avec des acteurs marginalisés.

2. Synthèse des résultats de la phase 1

À partir d'une analyse de la littérature, des politiques nationales et des activités du programme Concern, la phase 1 a identifié trois domaines critiques pour une étude empirique plus approfondie :

- **Équité et relations de pouvoir** : les publications décrivent les défis auxquels sont confrontés les acteurs marginalisés au sein des systèmes alimentaires, mais fournissent peu de données empiriques sur la manière dont le genre, l'âge et le statut socio-économique façonnent le pouvoir de négociation et la participation au marché. Comprendre ces dynamiques est essentiel pour concevoir des interventions équitables dans les chaînes de valeur.
- **Inclusion financière** : les acteurs marginalisés font face à des obstacles persistants pour accéder au crédit afin de participer aux marchés et de développer leurs activités. Il est nécessaire d'examiner la manière dont les systèmes de crédit formels et informels interagissent et comment les produits financiers peuvent être adaptés aux acteurs marginalisés.
- **Leviers d'intervention dans des contextes fragiles** : il existe des politiques nationales visant à stimuler la participation au marché et le développement sectoriel, mais les écarts de mise en œuvre semblent importants, en particulier dans les régions isolées. Des données probantes sont nécessaires pour comprendre la manière dont l'instabilité politique, les restrictions commerciales et les faiblesses institutionnelles affectent l'engagement du secteur privé et la résilience du marché alimentaire.

3. Analyse documentaire : données probantes et méthodologie

La phase 1 a utilisé des méthodes de recherche secondaire, reposant sur une analyse documentaire et une analyse des politiques visant à identifier les obstacles rencontrés par les petits exploitants agricoles, les microentreprises et les PME afin d'identifier les obstacles à une participation équitable des acteurs marginalisés aux marchés agroalimentaires et aux chaînes de valeur. Dans le cadre de ce projet, nous avons également procédé à une revue documentaire afin d'explicitier la théorie du changement de Concern.

Petits exploitants

Les petits exploitants opèrent principalement sur des marchés informels de proximité, en s'appuyant sur de petits commerçants et intermédiaires^{1,2}. La participation aux marchés formels reste limitée, en grande partie à cause des déficits d'infrastructure, de la faible qualité des ressources productives, du manque de services de vulgarisation et des inégalités de genre. Les femmes et les jeunes sont particulièrement désavantagés en ce qui concerne l'accès au marché et le pouvoir de négociation. L'organisation collective par le biais des coopératives et des réseaux sociaux augmente la participation au marché et le pouvoir de négociation des prix^{1,3} mais cela reste inégal selon les contextes. Les publications mettent en évidence un cycle persistant de faible productivité, de faibles rendements et de faibles réinvestissements — ce qui est intensifié par les risques climatiques.

Sur le plan analytique, ces dynamiques illustrent la manière dont les contraintes structurelles et les

déséquilibres de pouvoir — plutôt que le manque de capacités individuelles — limitent l'intégration du marché^{4,5}. De manière générale, la littérature tend à considérer l'exclusion comme un problème technique plutôt qu'un résultat systémique influencé par les politiques, les normes de genre et les asymétries de pouvoir de marché^{6,7}.

Microentreprises

Les microentreprises opèrent presque exclusivement au sein des économies informelles, en tant que négociants, vendeurs et sous-traitants^{8,9}. Les femmes sont majoritaires parmi les propriétaires, mais sont confrontées à des obstacles liés au genre, au harcèlement et à l'exclusion financière¹⁰⁻¹². Les éléments facilitateurs incluent les systèmes de crédit informels, les réseaux communautaires et la formation ciblée des ONG. Pourtant, la formalisation demeure peu attractive en raison des charges administratives élevées, de la réglementation imprévisible et de la corruption. L'informalité observée n'est pas uniquement une contrainte : elle fonctionne comme un mécanisme d'adaptation dans des environnements institutionnels contraignants.

L'informalité au sein des microentreprises alimentaires est une stratégie de subsistance rationnelle compte tenu de l'absence de réglementation inclusive, d'infrastructures et de systèmes de crédit. Le genre et l'informalité se recoupent pour façonner les limites de la croissance entrepreneuriale.



Jacqueline Bacamugwanko est une ancienne participante au programme Concern au Burundi. Elle a créé ses propres entreprises, dont une épicerie dans laquelle elle vend de la farine de manioc et un restaurant. Jacqueline possède également du bétail et loue des terres pour cultiver des haricots, du maïs et du manioc.
PHOTO: EUGENE IKUA/
CONCERN WORLDWIDE

Petites et moyennes entreprises (PME)

Les PME agissent en tant que « maillon intermédiaire invisible » des chaînes de valeur alimentaires, en reliant les petits exploitants aux marchés à travers l'achat de produits, la fourniture d'intrants et la transformation.¹³⁻¹⁵ Elles sont essentielles au développement du marché intérieur, mais se heurtent à des obstacles tels que l'insuffisance d'infrastructures, le manque de financement et l'inefficacité réglementaire. Les partenariats réussis entre PME et petits exploitants reposent sur la confiance, un approvisionnement régulier et de qualité constante et des coûts de transaction réduits. De manière générale, les cadres réglementaires ne tiennent pas suffisamment compte des besoins des PME^{16,17}, ce qui limite leur potentiel de transformation.

Contextes politiques nationaux

Les politiques agricoles du Burundi mettent l'accent sur la modernisation et la diversification mais sont confrontées à des difficultés en raison de la pénurie de terres et des investissements privés limités. Les cadres stratégiques et politiques du Libéria accordent la priorité au développement des chaînes de valeur et à l'autonomisation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), mais pâtissent d'une faible mise en œuvre et d'une dépendance excessive aux financements de donateurs. Le Niger se concentre sur les clusters agro-industriels et la transformation locale, mais est entravé par l'instabilité politique et les perturbations commerciales. Dans les trois pays, les déficits de mise en œuvre et les facteurs contextuels affectent la transition de l'agriculture de subsistance vers des systèmes de marché résilients.

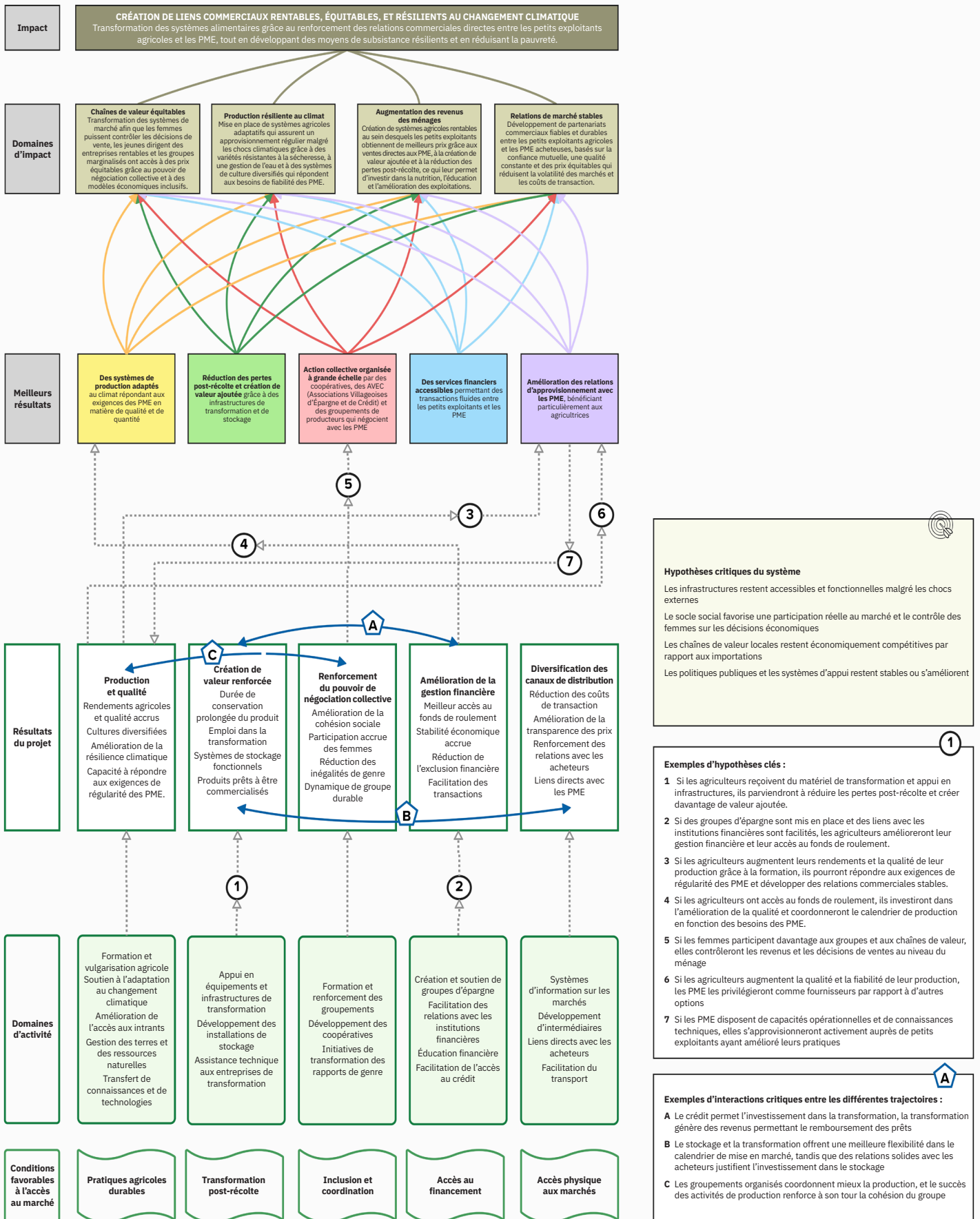
4. Théorie du changement (TdC)

La théorie du changement (TdC) explique comment et pourquoi Concern a conçu ses interventions pour influencer certains résultats dans les contextes de recherche. La TdC finale est présentée sur la figure 1 ci-dessous. Elle s'appuie sur une combinaison d'éléments probants extraits des publications et d'analyses concrètes issues des opérations menées par Concern au sein des trois pays examinés. Il a plusieurs fonctions : un outil de planification destiné à guider la prise de décision stratégique, un outil de communication pour créer une vision commune et

un outil d'apprentissage qui vise à permettre la réflexion et l'adaptation. La TdC aidera à définir les phases ultérieures de cette recherche.

Contrairement à un modèle logique linéaire, la TdC reconnaît la complexité des systèmes sociaux en cartographiant les voies complexes et non linéaires par lesquelles le changement se déploie. Cette approche tient compte du fait que l'impact durable ressort à travers de multiples voies d'impact imbriquées qui opèrent en parallèle et se chevauchent, plutôt qu'à travers des relations de cause à effet séquentielles.

Figure 1: Voies d'impact de la commercialisation agroalimentaire de Concern



5. Prochaines étapes

Les travaux de recherche de la phase 1 du projet FS4FS fournissent une base conceptuelle et probante pour la recherche appliquée en phase 2. Les travaux de recherche de la phase 1 mettent en évidence le rôle des inégalités structurelles – en particulier l'accès différencié selon le genre aux ressources, le pouvoir asymétrique entre les commerçants et les producteurs, et la fragilité de la gouvernance – dans l'orientation des résultats du marché.

Lors de la phase 2, les recherches empiriques du projet menées au sein des trois pays examineront de manière approfondie les éléments suivants :

- Le rôle des PME dans l'aide apportée aux petits exploitants agricoles et aux propriétaires de microentreprises pour accéder aux biens, aux services et aux marchés nécessaires pour accroître leur participation au sein des systèmes alimentaires.
- Les obstacles auxquels sont confrontées les PME pour fournir de l'aide et des opportunités aux microentreprises.
- Les conditions auxquelles l'intégration au système alimentaire, aux chaînes de valeur et aux marchés autonomisent et permettent aux personnes les plus démunies, notamment les femmes, de renforcer leurs stratégies de subsistance et leur sécurité.
- Les politiques, normes et pratiques en vigueur qui permettent ou empêchent la collaboration entre les microentreprises et les PME.
- Les éléments sur lesquels l'influence et le plaidoyer politique peuvent se concentrer à l'échelle nationale, infranationale (régionale, provinciale, etc.), et les niveaux bilatéraux pour promouvoir un environnement propice à la participation des PME au sein des systèmes alimentaires avec les microentreprises selon des modalités qui contribuent à renforcer la sécurisation des moyens de subsistance des personnes en situation d'extrême pauvreté.

Le calendrier du projet est le suivant :

Activités et livrables	2025				2026				2027			
	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2	Q3	Q4
Phase 1 : Lancement	■											
Phase 2 : Recherche empirique			■		■							
Phase 3 : Analyse et communication								■	■			
Phase 4 : Conception d'études pilotes avec Concern									■			
État d'avancement actuel	■	■	■	■								

Note : tableau recréé à partir du calendrier présenté à la page 6 de la note d'orientation originale

Références

1. Adeoti, A. I., Oluwatayo, I. B., & Soliu, R. O. (2014). Determinants of Market Participation among Maize Producers in Oyo State, Nigeria. *British Journal of Economics, Management and Trade*, 4(7), 1115–1127. <https://journaljemt.com/index.php/JEMT/article/view/220/439>
2. Borby Ørtenblad, S., Larsen, M. N., Thilde, ·, Bruun, B., Daniel Ortiz-Gonzalo, ·, Bech Bruun, T., & Ortiz-Gonzalo, D. (2023). *Smallholder Participation in Modernising Agri-Food Value Chains in Thailand: The Role of Traditional Markets*. 35, 1419–1439. <https://doi.org/10.1057/s41287-023-00587-9>
3. Hiller, S., Hilhorst, D., & Weijs, B. (2014). *Human Security in Fragile States Value chain development in Fragile Settings* (14; Occasional Paper). <https://research.wur.nl/en/publications/value-chain-development-in-fragile-settings/>
4. Osmani, A. G., & Hossain, E. (2015). Market participation decision of smallholder famers and its determinants in Bangladesh. *Economics of Agriculture*. <https://scindeks-clanci.ceon.rs/data/pdf/0352-3462/2015/0352-34621501163G.pdf>
5. Donovan, J., & Poole, N. (2014). Changing asset endowments and smallholder participation in higher value markets: Evidence from certified coffee producers in Nicaragua. *Food Policy*, 44, 1–13. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2013.09.010>
6. Ola, O., & Menapace, L. (2020). A meta-analysis understanding smallholder entry into high-value markets. *World Development*, 135, 105079. <https://doi.org/10.1016/J.WORLDDEV.2020.105079>
7. Wickramasinghe, U., Omot, N., Patiken, A., & Ryan, J. (2014). *Market Participation of Smallholder Agricultural Households in Papua New Guinea* (108; CAPSA Working Paper). <https://doi.org/10.13140/2.1.3308.8320>
8. Bouet, A., Pace, K., & Glauber, J. (2018). *Informal Cross-Border Trade in Africa How Much? Why? And What Impact?* https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3305336
9. Koroma, S., Nimarkoh, J., You, N., Ogalo, V., & Owino, B. (2017). *Formalization of informal trade in Africa Trends, experiences and socio-economic impacts*. www.fao.org/publications
10. Deka, P., & Borthakur, A. (2024). *Women in micro food processing sector: a way to sustainable economy* (32; Vanijya). https://seminar.cmsdu.org/Vanijya_Vol32.pdf
11. Kapinga, A. F., & Montero, C. S. (2017). Exploring the socio-cultural challenges of food processing women entrepreneurs in IRINGA, TANZANIA and strategies used to tackle them. *Journal of Global Entrepreneurship Research* 2017 7:1, 7(1), 1–24. <https://doi.org/10.1186/S40497-017-0076-0>
12. Mlambo, C. (2021). View of Vendor rights and violence: Challenges faced by female vendors in Zimbabwe. *International Journal of Research in Business and Social Science*. <https://www.ssbfnct.com/ojs/index.php/ijrbs/article/view/1197/1006>
13. AGRA. (2019). *Africa Agriculture Status Report: the hidden middle: a quiet revolution in the private sector driving agricultural transformation*. <https://vcda.afdb.org/en/system/files/AASR2019-The-Hidden-Middleweb.pdf>
14. Liverpool-Tasie, L. S. O., Wineman, A., Young, S., Tambo, J., Vargas, C., Reardon, T., Adjognon, G. S., Porciello, J., Gathoni, N., Bizikova, L., Galiè, A., & Celestin, A. (2020). A scoping review of market links between value chain actors and small-scale producers in developing regions. *Nature Sustainability*, 3(10), 799–808. <https://doi.org/10.1038/s41893-020-00621-2>
15. Reardon, T., Chen, K. Z., Minten, B., Adriano, L., Dao, T. A., Wang, J., & Gupta, S. Das. (2014). The quiet revolution in Asia's rice value chains. *Annals of the New York Academy of Sciences*, 1331(1), 106–118. <https://doi.org/10.1111/nyas.12391>
16. Diallo, A., Lim, L. C., Wong, L. C., & Lee, L. W. (2023). Entrepreneurship in Liberia: Challenges and opportunities of SMEs. *E3S Web of Conferences*, 389. <https://doi.org/10.1051/e3sconf/202338909027>
17. Muathe, S., & Dushime, E. (2023). Elevating SMEs Performance through Entrepreneurial Innovation and Government Regulations in Bujumbura, Burundi. *International Journal of Research and Innovation in Social Science*. <https://doi.org/10.47772/IJRISS>

Cette note d'orientation a été rédigée par des membres du programme de recherche multi-pays sur les systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire (FS4FS) de Concern Worldwide. Le programme est financé par le Programme de coopération au développement international du gouvernement irlandais (Irish Aid).

Les opinions exprimées ci-après sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions ou politiques des partenaires du programme ou du gouvernement irlandais.

© Institute of Development Studies 2025.



Ceci est un document en libre accès distribué selon les modalités de la version 4.0 de la licence **internationale Creative Commons Attribution (CC BY 4.0)**, qui, sauf indication contraire, autorise l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction sur tout support, à condition que les auteurs d'origine et la source soient crédités et que toute modification ou adaptation soit indiquée..

Référence : Programme de recherche sur les systèmes alimentaires pour la sécurité alimentaire (2025) *Comprendre les obstacles à l'accès équitable aux marchés pour les petits exploitants agricoles au Burundi, au Libéria et au Niger*. Synthèse du rapport de recherche initial du projet FS4FS. Brighton : Institute of Development Studies.

DOI: [10.19088/IDS.2026.024](https://doi.org/10.19088/IDS.2026.024)



Irish Aid
An Roinn Gnóthaí Eachtracha agus Trádála
Department of Foreign Affairs and Trade

CONCERN
worldwide

 **institute of
development
studies**



LASDEL
Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les
Dynamiques Sociales et le Développement Local

 **SRSC**
STATISTICAL AND
RESEARCH SERVICES
CONSORTIUM